



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 35 – 10 juillet 2019

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	Prévisions 2019 (P.Stab 2019-2023)
Croissance PIB (%)	2,8	2,1	1,9
Déficit public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,5	- 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,1
Dette (% du PIB)	124,8	121,5	118,6
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,6**
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,3	1,4

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier – Avril 2019
Exportations de biens (Md€, INE)	20 (+ 4,4 % en g.a***)
Importations de biens (Md€, INE)	26,9 (+ 12,2 % en g.a.)
	Janvier – Avril 2019
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	9,3 (+ 7,2 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	5,4 (+ 11,4 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB.

** Le taux de chômage était de 6,6 % en mai 2019 selon l'INE.

*** En glissement annuel.

Situation macroéconomique

- Le taux de chômage reste inchangé en mai, à 6,6 %

Selon les données provisoires publiées par l'Institut national des statistiques (INE), le taux de chômage est resté stable en mai, à 6,6 % (l'INE a par ailleurs revu à la baisse sa première estimation pour le mois d'avril, à 6,6 % contre 6,7 % précédemment). Le nombre total de chômeurs s'élevait en mai à 341.100 personnes, en hausse de 0,3 % par rapport au mois précédent, mais en baisse de 6,6 % en glissement annuel. Le taux de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans s'est établi à 18,7 %, contre 17,1 % en avril. En revanche, il a légèrement baissé chez les plus de 25 ans en s'établissant à 5,7 %, contre 5,8 % en avril. Pour mémoire, le gouvernement portugais table, dans son Programme de stabilité, sur un taux de chômage de 6,6 % pour l'année 2019.

- Le taux d'emploi a atteint 55 % en 2018, un record en 9 ans

Selon [le rapport sur l'emploi et la formation 2018](#) du Centre des relations de travail (CRL), le taux d'emploi au Portugal a atteint en 2018 son plus haut niveau depuis 9 ans, avec 4,63 millions de personnes actives occupées (+ 105.000 par rapport à 2017), atteignant un taux de 55 %, supérieur au taux d'emploi moyen de l'Union européenne. Le volume d'emploi pour le groupe des 35-44 ans a diminué, mais a augmenté pour les

groupes des 15-24 ans et 55-64 ans qui ont enregistré des hausses de 5 % et 6,4 % respectivement. Le rapport souligne également que la qualification de la population active a progressé en 2018 : le nombre de personnes diplômées du secondaire et du supérieur au sein de la population active a augmenté de 4 % en 2018 par rapport à l'année précédente et ils représentent désormais environ 54 % de la population active totale, un niveau toutefois encore largement inférieur à la moyenne européenne. Le nombre de contrats à durée indéterminée (CDI) a augmenté de 2,8 % en glissement annuel et les contrats à durée déterminée (CDD) ont progressé de 2,4 %. 78 % des employés avaient des CDI, 18,3 % des CDD et 3,6 % des contrats autres (contrats saisonniers, occasionnels et de service). Sur le plan sectoriel, la population active occupée dans les services a augmenté de 2,7 % et la population active occupée dans l'industrie, la construction, l'énergie et l'eau était en hausse de 2,6 %. L'emploi dans l'agriculture, l'élevage, la chasse et la sylviculture a, lui, diminué de 3,7 % par rapport à 2017. Le nombre de chômeurs de longue durée a diminué de 30,5 % par rapport à 2017 pour s'établir à 174.000.

Situation budgétaire

- Les taux des obligations du Trésor à 10 ans atteignent un nouveau plus-bas historique à 0,28 %

Les taux de la dette souveraine portugaise continuent de baisser et d'atteindre de nouveaux plus bas historiques. Après être passés sous la barre des 0,5 %, à 0,46 %, le jeudi 27 juin, les taux d'intérêts des obligations à 10 ans ont atteint sur le marché secondaire un nouveau minimum historique de 0,28 % le mercredi 3 juillet. Les taux à 10 ans ont notamment bénéficié de l'accueil favorable, par les marchés financiers, de la nomination de Christine Lagarde à la tête de la BCE. En outre, les *spreads* avec la quasi-totalité des autres pays européens (0,06 % avec l'Espagne et 0,81 % avec l'Allemagne le 27 juin pour les taux à 10 ans) continuent de se réduire. Profitant de ces taux historiquement bas, l'Agence de Gestion de la Dette Publique (IGCP) va émettre des obligations à 10 et 26 ans afin d'allonger la maturité de la dette publique. L'émission devrait avoir lieu le 10 juillet pour un montant compris entre 1 et 1,25 Md€.

- Le Président de la République promulgue le décret-loi d'application du Budget 2019 et attaque le gouvernement

Le Président de la République a promulgué le 25 juin le décret-loi d'application du Budget pour 2019, qui définit les règles d'exécution du budget pour l'année en cours et les taux de mise en réserve de crédit. Les mises en réserve suivent la configuration du budget de 2018 avec quelques restrictions supplémentaires relatives aux dépenses de personnel des entités de l'administration centrale. Le communiqué publié sur le site internet de la Présidence indique que le Président de la République s'est « *empressé* » de promulguer le document après l'avoir reçu la veille, afin qu'il puisse « *entrer en vigueur avant le deuxième semestre* » (il s'agirait de la première fois dans l'histoire récente du Portugal qu'un décret d'application du budget est adopté aussi tard dans l'année). Marcelo Rebelo de Sousa a par ailleurs regretté que l'application des nouvelles normes comptables dans l'administration publique ait une nouvelle fois été repoussée et a appelé à ne plus retarder l'exécution des mesures de décentralisation de transfert des compétences vers les autorités locales.

- Le gouvernement souhaite effectuer un premier remboursement anticipé de 2 Md€ aux créanciers européens du Portugal avant la fin de l'été

Le Ministre des Finances Mario Centeno a annoncé que le gouvernement souhaitait réaliser un premier remboursement anticipé auprès de ses créanciers européens d'ici à la fin de l'été. L'opération se chiffrerait à 2 Md€ et pourrait permettre, d'après le gouvernement, d'économiser plus de 100 M€ en taux d'intérêt sur le remboursement du prêt consenti en 2011. Pour rappel, le Portugal a déjà procédé au remboursement anticipé

de sa dette auprès du FMI et souhaite profiter des conditions de financement favorables pour rembourser ses créanciers européens et lisser le calendrier d'amortissement de sa dette.

Situation des établissements bancaires

- Moody's dégrade la notation d'émetteur à long terme de BPI

L'agence de notation [a abaissé de deux crans la note d'émetteur à long-terme de BPI](#), de Baa2 à Ba1, ce qui correspond au premier échelon de la catégorie investissement spéculatif. La perspective d'évolution associée à cette notation, qui évalue la capacité d'une banque à rembourser des titres de dette senior non garantis, est « stable ». La décision a été motivée par la prise en compte du nouveau cadre réglementaire au Portugal qui accorde une protection des dépôts par rapport aux obligations seniors non sécurisées en cas de résolution, ce qui expose davantage les créanciers seniors à des pertes potentielles. La notation de l'évaluation de la solidité intrinsèque (*Baseline Credit Assesment*) de la banque reste toutefois positive à Ba1, ce qui reflète, d'après le communiqué de l'agence, l'amélioration de la rentabilité de la banque et des ratios de capitaux adéquats, quoique contraints par les risques qui découlent de l'exposition de la BPI en Angola, où la banque détient 48 % de *Banco de Fomento Angola*.

Sectoriel

- Les prix de l'immobilier ont augmenté de 9,2 % au premier trimestre 2019

Selon les données de l'INE, l'indice des prix des logements a augmenté de 9,2 % au premier trimestre 2019 par rapport à la même période l'année dernière, soit 0,1 p.p. de moins qu'au trimestre précédent. En glissement annuel, la hausse des prix a été plus élevée pour les logements existants (+ 10 %) que pour les logements neufs (+ 6 %). Le volume de transactions a augmenté de 7,6 % pour un montant total de 6,1 Md€, en hausse de 12,9 % par rapport à la même période en 2018.

- Le gouvernement portugais approuve un plan d'investissements de 45 M€ en faveur de l'entreprise publique de transport ferroviaire *Comboios de Portugal*

Le Conseil des ministres a approuvé un plan d'investissements de 45 M€ pour *Comboios de Portugal* (CP), la société publique qui exploite les services ferroviaires nationaux, dans le cadre d'un « ensemble de mesures visant à garantir un service ferroviaire public de qualité ». Outre cet investissement (dont 9 M€ seront investis dès cette année), le document prévoit l'embauche immédiate de 120 employés par CP et de 67 travailleurs par la Société de Maintenance du Matériel Ferroviaire (EMEF). Ces mesures visent à pallier les insuffisances du réseau ferroviaire portugais qui souffre d'un sous-investissement chronique.

- L'association portugaise des énergies renouvelables estime que les objectifs fixés par le gouvernement pour 2020 ne seront pas atteints

Selon l'Association portugaise des énergies renouvelables (APREN), les objectifs en matière d'énergies renouvelables fixés par le gouvernement pour 2020 (31 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute) ne seront pas atteints avant 2021, voire 2022. D'après l'APREN, l'électricité de source

renouvelable devrait, pour atteindre les objectifs, passer de 55 % à 60 % de la consommation finale brute d'électricité. Il faudrait pour cela « *installer environ 200 MW d'énergie éolienne et 1.800 MW d'énergie solaire photovoltaïque* », mais les nouveaux projets correspondant à cette capacité supplémentaire ne seront achevés qu'en 2021. Selon les données du gouvernement, les projets qui pourraient, d'ici à fin 2020, contribuer au renforcement de la capacité de production d'électricité « verte » s'élèvent à moins de 1.000 MW, soit la moitié de la capacité jugée nécessaire par l'APREN pour atteindre les objectifs précités.

- **Plus de 60 entreprises ont candidaté aux enchères pour la construction de centrales solaires**

Au total, 64 entreprises ont déposé leur candidature pour participer aux enchères qui devraient être lancées d'ici au 10 août. Les enchères, les plus importantes du secteur électrique au Portugal depuis plus de 10 ans, visent à attribuer 1.400 MW de licences de production pour la construction de centrales photovoltaïques, près du double de la capacité de production solaire portugaise actuelle. Au total, la demande a été près de 9 fois supérieure à l'offre et 22 des 24 lots mis aux enchères ont reçu des propositions excédant la capacité proposée. Le gouvernement s'est félicité du succès de ces enchères inédites – elles mettent en concurrence des offres à prix de marché avec des offres qui obéissent à un régime de prix fixes – qui font figure de test pour les enchères qui seront lancées dans les années à venir.

Divers

- **Les dépenses de santé ont connu leur plus forte progression depuis 10 ans**

D'après les données de l'INE, les dépenses de santé ont augmenté de 5,1 % en 2018, la plus forte progression depuis 2008. Les dépenses en 2018 ont atteint 18 Md€, soit 9,1 % du PIB, un redressement par rapport au niveau d'après-crise (8,9 %) mais toujours en-deçà de celui d'avant la crise (9,9 %). La hausse des dépenses publiques (5,3 %) a été plus marquée que celle des dépenses privées (4,6 %), tandis que les dépenses de santé directes des ménages ont augmenté de 4,4 % après un léger repli en 2017.

- **L'investissement des entreprises portugaises a augmenté de 4,7 % en 2018**

Selon l'INE et sur la base de l'enquête sur les investissements d'avril 2019, l'investissement des entreprises portugaises devrait augmenter nominalement de 3,7 % en 2019, après avoir enregistré une croissance nominale de 4,7 % en 2018. L'INE souligne que la prévision de croissance de l'investissement des entreprises en 2019 a été révisée à la baisse par rapport à l'estimation de 4,4 % faite sur la base de l'enquête d'octobre 2018, tandis que la croissance pour 2018 a été révisée à la hausse (1,9 % précédemment, sur la base de l'enquête d'octobre). L'INE indique également que le principal facteur limitant l'investissement identifié par les entreprises en 2018 et 2019 a été la détérioration des perspectives de ventes, suivi par l'incertitude quant à la rentabilité des investissements.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique
tresor.economie.gouv.fr/pays/pt

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Juliette MONTOCCHIO et Louis DIEVAL
Revu par : Stanislas GODEFROY